

Mairie



33570

EXTRAIT DU REGISTRE

DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt

Le dix sept décembre à dix-huit heures trente

Le Conseil Municipal de la Commune de SAINT - CIBARD

Dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Monsieur Pascal AMOREAU, Maire.

Date de convocation : 11/12/2020

Date d'affichage : 11/12/2020

Présents : Mmes FOREST Nathalie, PETIT Josiane, AUTHIER Brigitte et Mrs AMOREAU Pascal, BESSOU Lucien, DUGRAND Patrick, GARACH Henri, BLONDET Nicolas, Fabien DELPY, PIMBERT Éric.

Absent : M. BORDENEUVE Virgil

Secrétaire de séance : Mme PETIT Josiane

En exercice : 11

Présents : 10

Votants :10

Absent :01

Excusé : 00

N°2020-12-01

**OBJET : DEMANDE DE DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL)
 POUR L'ANNE 2021 -**

Pour faire suite à la mise en sécurité et la rénovation de l'église, le Conseil Municipal à pris contacte avec un Architecte de Patrimoine (Mr Martin Mogendorf) afin de réaliser les travaux concernant la consolidation et la restauration de l'église.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'établir une demande de Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) auprès des services préfectoraux afin de pouvoir financer ces travaux.

Plan de financement :

DEPENSES PREVISIONNELLES	HT	TTC
Tranche 1 - Consolidation sol et structure	117 310,00 €	140 772,00 €
Tranche 4 - Elévation Nord et sacristie Nord Est	6 110,00 €	7 332,00 €
Ligne 3.18 Restauration du grand vitrail Est		
Tranche 5 – Restauration intérieur	53 406,00 €	64 087,20 €
TOTAL DEPENSES	176 826,00 €	212 191,20 €
RECETTES		
Subventions DSIL (45%)	79 571,70 €	79 571,70 €
Subvention DETR (35%)	61 889,10 €	61 889,10 €
Autofinancement (20%)	35 365,20 €	70 730,40 €
TOTAL RECETTES	176 826,00 €	212 191,20 €

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité de ses membres présents et représentés autorise Monsieur le Maire à solliciter l'attribution d'une subvention dans le cadre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) au taux de 45% auprès des services préfectoraux et à signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Le maire,

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour au siège de la collectivité,*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an ci-dessus,

Au registre sont les signatures

Pour copie conforme,



Le Maire,
Pascal AMOREAU